



Sans moyen, pas d'éducation

Le mépris du ministère n'en finit plus « *Le projet de loi de finances prévoit une réduction de 1800 emplois d'enseignant du second degré public, compensée par l'équivalent de 1 847 ETP en HSA. Par conséquent, le schéma d'emplois sera sans impact sur les moyens d'enseignement.* ». (CTM du 16/12/2020). Il n'y a que le ministère pour oser dire qu'on peut remplacer des emplois par des heures supplémentaires !

Alors que plus de **43000 élèves supplémentaires** sont attendus à la rentrée 2021, **1883 suppressions d'emploi** sont prévues. Quasi toutes les académies perdent en postes, notamment certains territoires déjà très en difficulté (Lille, Créteil). Les suppressions d'emplois ont des conséquences particulièrement néfastes en éducation prioritaire avec des augmentations des effectifs classe et une pondération qui ne sert plus à rien puisque les collègues se voient imposer des heures supplémentaires.

L'an passé, un rapport du Sénat a montré que 66% des HSA injectées n'avaient pas été utilisées car les enseignants n'en peuvent plus : des cours à préparer en plus, des corrections et des suivis plus importants (nombre d'élèves, conseils de classes, bulletins, RDV avec les parents), les tâches se multiplient aussi dans les établissements...ces HSA dégradent le climat scolaire et sont source de tensions entre collègues, hiérarchie et parfois parents.

Pourtant les besoins en recrutements sont importants : dans 10% des établissements il manquait un professeur d'EPS à la rentrée 2020, des remplacements sont non assurés faute de TZR, les classes sont surchargées... D'autre part, dans certaines académies ce sont près de 20% de personnels non titulaires (toutes disciplines confondues) qui assurent les heures d'enseignement. En EPS, plus de 1500 collègues contractuels sont employés.

Rappelons également, que le ministère a gardé sous le coude 350 ETP depuis la rentrée 2020, alors que les besoins en académie sont criants.

Cette dotation 2021 et les nouvelles dégradations qui en découleront nécessitent une réaction forte. Participer massivement à la journée de mobilisation et de grève du 26 janvier pour exiger un autre budget est primordial. Il faut donner les moyens à l'école d'assurer ses missions !

Le Secrétariat National